

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

La croissance de l'économie du Malawi s'est ralentie en 2020, passant de 5,7 % en 2019 à 1,7 % en 2020. Le ralentissement de la croissance du PIB a été provoqué par l'épidémie de COVID-19, qui a entraîné un blocage partiel de l'économie, se traduisant par une baisse des activités économiques, principalement dans le secteur du tourisme, les sous-secteurs de l'hébergement et de la restauration, les transports et l'agriculture. Les autres secteurs touchés par les perturbations relatives à la pandémie de COVID-19 ont été l'industrie manufacturière et les industries minières et extractives. La faiblesse de la demande mondiale a nui aux exportations de tabac et d'autres produits agricoles du Malawi ainsi qu'aux flux d'investissements directs étrangers (IDE). Le déficit budgétaire était estimé à 7,7 % en 2020, une dégradation par rapport au déficit de 4,7 % de l'année précédente. Cette détérioration est due à des dépenses de 345 millions de dollars US pour faire face à la pandémie, au paiement d'intérêts s'élevant à 5,3 % du PIB et à la répétition de l'élection présidentielle de 2019. Le déficit budgétaire a fait passer le ratio de la dette au PIB de 62 % en 2019 à 65 % en juin 2020 et a été financé par des emprunts et un soutien budgétaire.

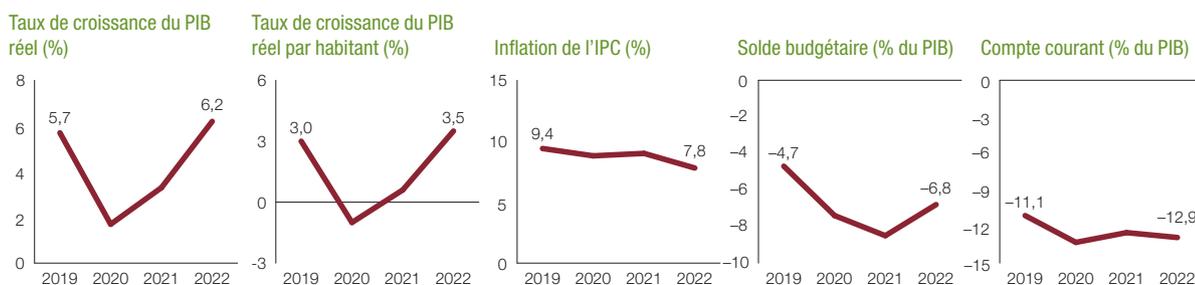
La politique monétaire a été adaptée pour soutenir la reprise après la pandémie. Le taux directeur a été réduit à 12 % en novembre 2020, contre 16 % au début de l'année. Bien que le marché des changes ait subi certaines pressions causées par la COVID-19, l'inflation annuelle moyenne a diminué, passant de 9,4 % en 2019 à 8,8 % en 2020, principalement à la suite de la réduction des prix des carburants décidée dans le cadre des mesures de riposte à la COVID-19. Le déficit du compte courant s'est détérioré pour atteindre 13,3 % du PIB (1,64 milliard de dollars US) en raison d'une baisse des exportations, des recettes liées au tourisme ainsi que des investissements directs étrangers. Les réserves internationales correspondaient à 3,1 mois d'importations en 2020, financées principalement par les apports du soutien budgétaire. Le secteur financier est demeuré stable et capitalisé, le ratio des prêts non performants s'étant légèrement amélioré, passant de 5,6 % en décembre 2019 à 5,4 % en juin 2020. La croissance du crédit dans le secteur privé est tombée à environ 16,9 % en octobre 2020, contre 17,7 % l'année passée à la même époque.

Perspectives et risques

La croissance du PIB réel devrait atteindre 3,3 % en 2021 et 6,2 % en 2022. La perspective d'un retour au niveau antérieur à la pandémie n'est pas attendue avant 2022, principalement du fait de l'effet incertain de la contagion du virus de la COVID-19. La croissance prévue sera tirée par la reprise des secteurs du tourisme et de l'agriculture, les exportations, les IDE, et les investissements publics dans les infrastructures (aéroports, routes, énergie). Les risques de détérioration de la reprise prévue sont liés à une éventuelle deuxième vague de contagion par la COVID-19, aux intempéries et aux dépassements budgétaires résultant de la sous-performance des recettes. Le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre 10,2 % en 2021, ce qui portera le ratio de la dette au PIB à 66 % en 2021. Le déficit du compte courant devrait se réduire à 12,5 % du PIB en 2021 avec la reprise des exportations, puis atteindre 2,9 % en 2022. Un rebond de l'activité économique intérieure et une augmentation prévue des prix du pétrole pourraient faire passer l'inflation de 8,8 % en 2019 à 9 % en 2020 ; toutefois, l'amélioration de la production alimentaire devrait contribuer à la ramener à 7,8 % en 2022.

Questions et options de financement

Traditionnellement, le marché de la dette intérieure couvre les besoins de financement du gouvernement. Depuis 2012, le Malawi a subi de fréquents chocs liés aux conditions météorologiques notamment le cyclone Idai en 2019, et la pandémie de COVID-19, qui ont entraîné des déséquilibres budgétaires persistants et des niveaux élevés de la dette publique. Le déficit de financement émergent de 243 millions de dollars US (2,9 % du PIB) en octobre 2020, combiné aux besoins de financement liés à la COVID-19 de 3,9 % du PIB et aux arriérés, sera financé par des sources extérieures. La dette intérieure et les réserves officielles devraient également s'améliorer pour passer de 3,1 mois d'importations en 2020 à 3,3 mois d'importations en 2021. Le gouvernement donne la priorité à l'assainissement budgétaire, notamment en renforçant la mobilisation des ressources intérieures par le biais du programme 2017-2022 de réformes de la gestion des finances publiques.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.